

Politique future en matière de climat et d'énergie - Stratégie pour une réduction à long terme des émissions de gaz à effet de serre dans l'Union européenne

Les champs marqués d'un * sont obligatoires.

Introduction

Le changement climatique est en marche et, à défaut d'autres actions au niveau mondial pour l'atténuer, les températures augmenteront au cours de ce siècle de bien plus de deux degrés Celsius par rapport aux niveaux de l'ère préindustrielle. Cela aura des répercussions majeures sur nos économies et sur nos sociétés. Pour éviter cela, 178 partenaires mondiaux coopérant au titre de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ont ratifié l'accord de Paris, qui invite tous les pays à contenir l'élévation de la température de la planète nettement en dessous de 2° C et à poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation de la température à 1,5° C par rapport aux niveaux préindustriels. D'ici à 2020, les parties à l'accord de Paris doivent communiquer leurs stratégies à long terme de développement à faible émission de gaz à effet de serre.

En mars, le Conseil européen a invité la Commission à présenter une proposition de stratégie pour une réduction à long terme des émissions de gaz à effet de serre dans l'Union européenne, conformément à l'accord de Paris, qui tient compte des plans nationaux. Le Parlement européen a formulé une demande similaire.

L'Union est sur la bonne voie pour atteindre les [objectifs qu'elle s'est fixés pour 2020](#) et met actuellement en place des politiques visant à réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40 % d'ici à 2030 et à réaliser ses ambitions élevées en matière d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables (le «cadre pour le climat et l'énergie à l'horizon 2030»). Les politiques, les instruments législatifs et les programmes de soutien financés par le budget européen mettront l'Union sur une voie compatible avec l'accord de Paris, mais d'autres mesures sont à prendre pour l'après-2030.

Dans le cadre de la réduction des émissions à laquelle les pays développés doivent œuvrer collectivement, l'Union a actuellement pour objectif de réduire ses émissions de 80 à 95 % d'ici à 2050 par rapport aux niveaux de 1990.

La mise en œuvre de l'accord de Paris nécessitera une transition à l'échelle planétaire vers une économie mondiale ne portant pas davantage atteinte au climat pendant la seconde moitié de ce siècle.

Pour la poursuite de ces objectifs, il conviendrait que la stratégie à long terme de l'Union européenne propose une vision pour le milieu du siècle et présente la manière dont l'Union peut contribuer à protéger

la planète, à défendre sa population et à donner force à son économie. La nouvelle stratégie à long terme de l'Union devrait décrire des voies pour l'ensemble de l'économie incluant différentes possibilités de décarbonisation et leurs répercussions sur les choix technologiques et les facteurs socio-économiques.

Ladite stratégie exposera une vision à long terme pour une économie européenne moderne au fonctionnement profitable à tous les Européens. La formulation de cette vision s'appuiera sur des études et sur les contributions des parties prenantes, qui permettront en outre d'éclairer les choix à effectuer. La stratégie devrait traiter des enjeux et défis essentiels liés à la décarbonisation sur le long terme et à la transition de l'Union vers une énergie propre. Il s'agit notamment:

- de moderniser l'économie;
- d'améliorer la qualité de vie des citoyens;
- d'assurer une transition équitable et de relever les défis sociaux;
- de réindustrialiser l'Europe au moyen d'innovations numériques, circulaires et à faibles émissions de carbone ainsi que d'une mobilité propre;
- de promouvoir une concurrence mondiale libre, loyale et durable au niveau des marchés, du commerce et des investissements; et
- de maintenir la position de chef de file mondial de l'Union à l'égard des grands enjeux géostratégiques et de sécurité.

La stratégie s'intéressera aux scénarios d'un rapport coût/efficacité satisfaisant en faveur de la décarbonisation, conformément à l'accord de Paris, en s'appuyant sur une analyse holistique des possibilités de transition dans tous les secteurs clés de l'économie. Les secteurs concernés sont très variés, à commencer par l'énergie qui joue un rôle central, la construction, les transports et la mobilité, la production industrielle et la fourniture de services, les déchets, l'agriculture et l'affectation des terres, ainsi que l'utilisation des ressources naturelles. Il s'agira d'examiner les possibilités de déploiement de technologies innovantes, d'intégration sectorielle et de facilitation du choix entre différentes solutions pour les consommateurs, ainsi que les implications qui pourront en découler. Seront étudiées les implications concernant la sécurité d'approvisionnement, les investissements, la compétitivité et les facteurs socio-économiques, tels que la croissance économique et la création d'emplois, en prenant également en considération les répercussions pour les citoyens et les entreprises. Les régions pour lesquelles la décarbonisation risque d'avoir des conséquences négatives devraient être soutenues de sorte que cette transition soit juste et socialement équitable.

Les visions et réflexions des parties prenantes mobilisées dans tous les secteurs de l'économie et de la société concernant les moyens de réaliser l'ambition de l'Union joueront un rôle important dans ce processus. En conséquence, la Commission européenne souhaiterait connaître votre avis sur la stratégie de réduction à long terme des émissions de gaz à effet de serre pour l'Union européenne. Veuillez prendre quelques instants pour remplir notre questionnaire. Les contributions tant du grand public que des parties prenantes et des autorités seront les bienvenues. Votre avis nous aidera à mieux cerner ce que l'Union devrait entreprendre en vue de respecter son engagement aux termes de l'accord de Paris.

Indications sur le questionnaire

Après les quelques questions préliminaires de la section 1 relatives à votre profil général, diverses questions sont posées dans la section 2.

Il n'est pas obligatoire de répondre à toutes celles-ci pour participer à la consultation publique. Les questions des différentes sections portent sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'incidence des consommateurs, l'activité économique, l'énergie, les forêts et l'affectation des terres, l'éducation et la recherche, les financements, les tendances de fond, les acteurs et l'adaptation au changement climatique. La dernière section est technique et concerne davantage les parties prenantes au niveau sectoriel (industrie, transports, agriculture, affectation des terres).

Certaines questions sont à choix multiples. D'autres sont ouvertes: vous pouvez formuler vos observations si vous le désirez. Veuillez les énoncer avec clarté et concision, car le nombre de caractères qu'il est possible de saisir est limité.

Si vous souhaitez vous exprimer plus en détail, vous avez également la possibilité de charger un document exposant votre avis et vos idées.

Les résultats seront publiés sur l'internet. Veuillez dès lors lire la déclaration spécifique de confidentialité jointe à la présente consultation. Elle vous informe quant à la manière dont vos données à caractère personnel et votre contribution seront traitées. Pour des raisons de transparence, si vous vous exprimez au nom d'une organisation, veuillez vous inscrire au registre des représentants d'intérêts, si ce n'est déjà fait. Cette inscription vous engage au respect d'un code de conduite. Si vous ne souhaitez pas vous inscrire, votre contribution sera traitée et publiée avec celles reçues de particuliers.

Informations générales vous concernant

* À quel titre répondez-vous à ce questionnaire?

- En tant que particulier, à titre personnel
- À titre professionnel ou pour le compte d'une organisation

* Veuillez indiquer votre nom si vous répondez en tant que particulier/à titre personnel, sinon indiquez le nom de votre organisation:

Tout texte contenant entre 3 et 100 caractères sera accepté

Noé Lecocq

Courriel:

n.lecocq@iew.be

* Pour les particuliers, pays de résidence; pour les professionnels, siège et principal pays d'activité:

Belgique

Veuillez indiquer le secteur économique de votre activité (en tant que particulier ou en tant qu'organisation):

- Agriculture, chasse et sylviculture

- Intermédiation financière
- Pêche
- Immobilier, location et services aux entreprises
- Industries extractives
- Administration publique et défense
- Fabrication
- Enseignement
- Distribution d'électricité, de gaz et d'eau
- Santé et action sociale
- Services de bâtiments et travaux publics
- Autres services communautaires, sociaux et personnels
- Commerce de gros et de détail
- Activités des ménages en tant qu'employeurs
- Hôtels et restaurants
- Organisations et organismes extraterritoriaux
- Transports, entreposage et communications
- Autre

* Veuillez indiquer votre préférence pour la publication de votre contribution sur le site web de la Commission:

- Sous le nom indiqué: je consens à la publication de toutes les informations contenues dans ma contribution et déclare qu'aucune de ces informations n'est soumise à des droits d'auteur empêchant sa publication.
- De façon anonyme: je consens à la publication de toutes les informations contenues dans ma contribution et déclare qu'aucune de ces informations n'est soumise à des droits d'auteur empêchant sa publication.
- En aucune façon: ma contribution doit rester confidentielle (elle ne sera pas publiée, mais pourra être utilisée en interne par la Commission).

[Veuillez noter qu'indépendamment du choix que vous aurez indiqué, votre contribution pourra faire l'objet d'une demande d'accès aux documents au titre du [règlement \(CE\) n° 1049/2001](#) relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission. Dans ce cas, la demande sera évaluée par rapport aux conditions définies dans ce règlement et conformément aux [règles applicables en matière de protection des données](#).]

Questions

Réduction à long terme des émissions de gaz à effet de serre

En vue de réaliser les objectifs de l'accord de Paris en matière de température, celui-ci énonce également l'ambition à long terme de parvenir à un équilibre entre les émissions de gaz à effet de serre résultant des activités humaines et leur élimination au cours de la seconde moitié de ce siècle. Étant donné que la lutte contre le changement climatique constitue un défi d'envergure mondiale, qui requiert une action de toutes les parties à l'accord de Paris, selon vous, que doit faire l'Union européenne pour contribuer à la réalisation des objectifs dudit accord?



Réduire les émissions de gaz à effet de serre dans l'Union européenne de 80 % d'ici à 2050 par rapport aux niveaux de 1990

- Réduire davantage les émissions de gaz à effet de serre dans l'Union européenne, de l'ordre de 80 à 95 % d'ici à 2050 par rapport aux niveaux de 1990
- Parvenir déjà à un équilibre entre les émissions de gaz à effet de serre et leur élimination dans l'Union européenne d'ici à 2050

À votre avis, quels sont les enjeux et défis majeurs?

1000 caractère(s) maximum

Il faut revoir la logique économique visant une croissance de la production et consommation. Pour parvenir à une société durable, nous devons pouvoir faire une différence entre la satisfaction de besoins essentiels (permettant une vie digne) et une surconsommation ostentatoire (comme le chauffage de terrasses en hiver). Produire moins de déchets, réduire nos déplacements (en avion notamment), supprimer les messages publicitaires vantant la surconsommation sont des nécessités qui impliquent que l'économie ne soit plus considérée comme une fin en soi, mais soit mise au service du bien commun.

La stratégie EU doit explicitement viser à mettre en place une transition juste vers une société décarbonée, et inclure pleinement citoyens, étudiants, travailleurs, entrepreneurs... Cette stratégie doit intégrer l'impératif de solidarité internationale face à l'enjeu mondial du réchauffement climatique. L'UE doit soutenir les personnes en situation précaire, et favoriser l'adaptation de tous.

Consommateurs

En sus du déploiement des technologies existantes et futures, dans une perspective à long terme, les choix des consommateurs jouent également un rôle essentiel pour mener à bien la décarbonisation de notre économie. Veuillez remplir la présente section en fonction de vos habitudes si vous êtes un particulier ou, si vous représentez une organisation, en fonction des pratiques de celle-ci.

À votre avis, quels sont les domaines dans lesquels votre quotidien risque d'être le plus bouleversé pour répondre au défi posé par le changement climatique?

- Logement
- Mobilité
- Denrées alimentaires
- Biens et services à la consommation

Logements et bureaux

Consommation d'énergie

Dans quelle mesure seriez-vous favorable aux solutions suivantes permettant de réduire la consommation d'énergie dans les bâtiments et les émissions de CO₂ qui y sont liées?

Améliorer encore la performance énergétique (isolation, triple vitrage, etc.) de votre bâtiment?

- Oui, c'est déjà fait
- Oui, c'est une priorité
- Oui, mais ce n'est pas une priorité

- Non, je suis locataire
- Non, cela coûte trop cher
- Non, pour d'autres raisons
- Sans avis/Je ne sais pas

Installer des systèmes de chauffage et de chauffe-eau fonctionnant au moyen d'énergies renouvelables?

- Oui, c'est déjà fait
- Oui, c'est une priorité
- Oui, mais ce n'est pas une priorité
- Non, je suis locataire
- Non, cela coûte trop cher
- Non, pour d'autres raisons
- Sans avis/Je ne sais pas

Installer des systèmes de chauffage et de climatisation et utiliser des appareils électriques dotés du meilleur label de performance énergétique?

- Oui, c'est déjà fait
- Oui, c'est une priorité
- Oui, mais ce n'est pas une priorité
- Non, je suis locataire
- Non, cela coûte trop cher
- Non, pour d'autres raisons
- Sans avis/Je ne sais pas

Acheter de l'électricité sans émission de carbone ou produire votre propre électricité à partir de sources d'énergie renouvelables?

- Oui, c'est déjà fait
- Oui, c'est une priorité
- Oui, mais ce n'est pas une priorité
- Non, je suis locataire
- Non, cela coûte trop cher
- Non, pour d'autres raisons
- Sans avis/Je ne sais pas

Disposer d'un compteur intelligent et consommer de l'électricité principalement lorsque les prix sont bas?

- Oui, c'est déjà fait
- Oui, c'est une priorité
- Oui, mais ce n'est pas une priorité
- Non, pour des raisons de protection de la vie privée
- Non, je ne souhaite pas modifier mes habitudes de consommation
- Non, pour d'autres raisons
- Sans avis/Je ne sais pas

Déchets ménagers

Triez-vous vos déchets (papier, plastique, verre, métal, déchets organiques, etc.)?

- Oui
- Non
- Je n'en vois pas l'intérêt

Qu'est-ce qui pourrait vous amener à trier davantage vos déchets (papier, plastique, verre, métal, déchets organiques, etc.)?

- Infrastructure adaptée (conteneurs, etc.)
- Campagne de sensibilisation
- Incitations financières, telles qu'un système de consigne
- Autre

Pensez-vous qu'il importe d'accroître le recyclage et la réutilisation aux fins de la réduction des émissions de gaz à effet de serre?

- Oui
- Non
- Je ne sais pas

Mobilité

Dans quelle mesure seriez-vous favorable aux solutions suivantes permettant de réduire la consommation d'énergie et les émissions de CO₂ qui y sont liées?

Acheter un véhicule qui ne fonctionne pas à l'essence ou au diesel (une voiture électrique, par exemple)?

- Oui
- Oui, mais seulement si ce n'est pas plus cher qu'une voiture classique fonctionnant à l'essence ou au diesel
- Oui, mais seulement s'il existe suffisamment d'infrastructures de ravitaillement
- Non

Envisager d'utiliser des services de covoiturage?

- Oui
- Oui, mais seulement s'il existe un service facile d'utilisation et peu coûteux
- Non

Pour de courts trajets, renoncer à utiliser une voiture privée et privilégier les transports publics?

- Oui
- Oui, mais seulement s'il existe un service accessible et régulier
- Non, parce qu'ils sont trop lents
- Non, parce cela coûte trop cher
- Non

Pour de courts trajets, renoncer à utiliser une voiture privée et privilégier le vélo (électrique) ou d'autres modes de déplacement actifs?

- Oui
- Oui, mais seulement s'il existe des pistes cyclables appropriées

Non

Pour des trajets plus longs, éviter de prendre l'avion ou la voiture chaque fois qu'il existe une autre solution?

- Oui
- Oui, sous réserve qu'il existe une autre solution pratique
- Non, c'est trop lent
- Non, cela coûte trop cher
- Non, pour d'autres raisons

Pensez-vous que des améliorations urbanistiques favoriseraient une diminution de l'utilisation de voitures privées et une réduction des encombrements dans les zones urbaines?

- Oui
- Oui, si elles sont associées à des améliorations en matière de transports publics
- Oui, mais ce serait difficile à mettre en place
- Non

Pensez-vous que le fait d'utiliser davantage d'outils informatiques, tels que le télétravail ou la vidéoconférence, permettrait de réduire les besoins en matière de mobilité?

- Oui
- Oui, dans une certaine mesure
- Non, car ce serait difficile à mettre en place
- Non

Denrées alimentaires

La production, la transformation et la distribution des denrées alimentaires influent sur les émissions de gaz à effet de serre et sur la consommation des ressources naturelles.

Considérez-vous qu'il importe d'entreprendre plus d'actions de sensibilisation à l'incidence de différents modes de consommation alimentaire sur le climat?

- Oui
- Non

Lorsque vous faites vos courses, prenez-vous en considération l'incidence liée aux denrées alimentaires sur les émissions de gaz à effet de serre?

- Oui
- Oui, si des informations sont disponibles concernant l'intensité de carbone associée aux denrées alimentaires
- Non, pas si cela signifie dépenser plus
- Non

Compte tenu également de l'importance d'un régime équilibré pour des raisons de santé, envisageriez-vous de passer à une alimentation moins intensive en carbone (en réduisant votre consommation de viande rouge, par exemple)?

- Oui

- Non
- Il me faudrait plus d'informations avant de modifier mes habitudes alimentaires

Biens et services à la consommation

Les produits/services que vous consommez et la manière dont ils sont produits influent également sur la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre qui y sont liées.

Lorsque vous achetez et consommez un produit ou un service, vous arrive-t-il de prendre en considération l'incidence que cela a sur le plan des émissions de gaz à effet de serre?

- Oui, régulièrement
- Oui, mais il manque souvent les informations nécessaires
- Non, je ne prends pas cet aspect en considération

Seriez-vous prêt(e) à acheter des biens et services provenant d'entreprises qui les produisent suivant un procédé neutre en termes de gaz à effet de serre?

- Oui
- Non, pas si cela signifie dépenser plus
- Non, pour d'autres raisons
- Sans avis/Je ne sais pas

Votre activité professionnelle et votre secteur économique

Pour les particuliers comme pour les organisations, il convient de fournir les précisions relatives au secteur économique dans la section 1.

Emploi et transition socialement équitable

Au cours des prochaines décennies, la transition vers une économie sobre en carbone influera davantage encore sur nos modes de travail et de production de biens et de services. Parmi les propositions ci-dessous, veuillez indiquer celles qui, selon vous, traduiront l'incidence, dans votre environnement de travail, du changement climatique et de la transition vers une économie sobre en carbone.

Vous attendez-vous à ce que ladite transition conduise votre entreprise à des créations ou à des suppressions d'emplois?

- Créations d'emplois
- Suppressions d'emplois
- Sans avis/Je ne sais pas

Dans le futur, qu'est-ce qui est susceptible d'avoir les plus grandes répercussions sur votre emploi?

- La transition énergétique
- La numérisation
- L'incidence de la mondialisation
- Les politiques socio-économiques (les mesures fiscales, par exemple)
- Autre

Pensez-vous que la formation de personnel dans le cadre de la transition énergétique et du passage à une économie sobre en carbone serait utile pour vous-même ou pour votre secteur d'activité?

- Oui
- Oui, dans une certaine mesure
- Non
- Sans avis/Je ne sais pas

Incidence de la transition vers une économie sobre en carbone sur votre secteur

Selon vous, cette transition représente-t-elle une opportunité ou un défi pour votre secteur?

- Une opportunité
- Un défi
- Les deux
- Ni l'un ni l'autre
- Sans avis/Je ne sais pas

Dans quelle mesure votre secteur pourrait-il réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050 par rapport à ce qu'il émet aujourd'hui?

- Aucune réduction possible
- Jusqu'à la moitié
- Plus de la moitié
- Possibilité de décarbonisation totale
- Sans avis/Je ne sais pas

Quel moyen serait privilégié pour réduire les émissions dans votre secteur?

- Généralisation de l'électrification
- Utilisation d'autres combustibles à faible intensité de carbone, tels que l'hydrogène
- Optimisation de l'efficacité énergétique
- Économie circulaire, notamment recyclage et réutilisation
- Mise au point de nouveaux produits et concepts d'entreprise
- Autre
- Sans avis/Je ne sais pas

* Si vous avez répondu «Autre», veuillez préciser:

Tout texte contenant entre 3 et 200 caractères sera accepté

énergie : utilisation d'électricité 100% renouvelable
matériaux : réparabilité du matériel, réutilisation, recyclage (+augmenter la durée de garantie obligatoire minimale)
plus de sobriété

Comptez-vous (ou votre entreprise compte-t-elle) investir dans de nouvelles technologies à faible intensité de carbone?

- Oui, c'est une priorité
- Oui, mais ce n'est pas une priorité

- Non, les investissements déjà réalisés sont suffisants
- Non
- Sans avis/Je ne sais pas

Pensez-vous que votre secteur pourrait s'intégrer davantage à d'autres secteurs, de manière à réduire les émissions tout en gagnant globalement en efficacité?

- Oui
- Non
- Sans avis/Je ne sais pas

Si une intégration plus poussée est envisageable, veuillez indiquer le(s) secteur(s) au(x)quel(s) le vôtre pourrait s'intégrer davantage et la manière dont cela pourrait se faire:

200 caractère(s) maximum

Selon vous, la transition vers une économie sobre en carbone va conduire l'économie de l'Union européenne:

- à se moderniser et à renforcer sa compétitivité
- à se moderniser et à renforcer sa compétitivité, mais uniquement si les pays et régions extérieurs à l'Union s'engagent également dans ladite transition
- à perdre en compétitivité
- sans avis/je ne sais pas

Selon vous, la transition vers une économie sobre en carbone peut-elle favoriser la modernisation et la croissance de l'industrie de l'Union européenne?

- Oui
- Oui, mais uniquement s'il y a des aides publiques
- Oui, mais uniquement si les pays et régions extérieurs à l'Union s'engagent également dans ladite transition
- Non
- Sans avis/Je ne sais pas

Comment aborder les enjeux et les défis (en particulier ceux qui se rapportent aux secteurs ou aux régions à fortes émissions de carbone)? À quelles transformations économiques essentielles l'Union européenne devrait-elle procéder pour passer à une économie sobre en carbone et résiliente?

1000 caractère(s) maximum

Certaines filières intensives en carbone devront réduire leur volume d'activité, tandis que d'autres filières, décarbonées, se développeront. Nous ne répondrons plus à nos besoins de la même façon, les moyens intensifs en carbone cédant la place aux moyens décarbonés. En particulier, il faut planifier un phasing-out rapide des énergies fossiles.

Pour accompagner ce changement, il importe de mettre en place un cadre promouvant la transition juste à l'échelle européenne, pour accompagner la reconversion des travailleurs et soutenir la transition bas carbone notamment pour les citoyens en situation précaire.

La recherche de croissance économique illimitée devra faire place à une économie pour le bien commun, en supprimant progressivement les activités économiques qui, par leurs impacts, mettent en péril l'habitabilité de notre planète.

Énergie

Le système énergétique actuel, qui est à l'origine d'environ 75 % des émissions de gaz à effet de serre produites par l'Union européenne, connaît une transformation rapide - en raison notamment de la diminution du coût des énergies renouvelables, des améliorations en matière d'efficacité énergétique et de l'essor fulgurant des nouvelles technologies (par ex. les batteries) - guidée par les politiques que l'Union et ses États membres mettent en œuvre. L'accélération de ce changement sera cruciale pour que notre économie cède la place à une économie au bilan carbone neutre.

Dans le tableau suivant sont énumérées différentes technologies énergétiques. Veuillez évaluer sur une échelle de 1 (important) à 5 (pas important) le rôle que chacune d'entre elles jouera, selon vous, dans le cadre de la transition vers une énergie propre (il n'est pas nécessaire de tout évaluer).

	1	2	3	4	5
Efficacité énergétique permettant de réduire les besoins en matière de production d'énergie	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Énergies renouvelables (énergie éolienne, solaire ou hydraulique)	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autres formes d'énergies renouvelables (énergie géothermique, houlomotrice ou marémotrice)	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Énergie nucléaire	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>
Combustibles fossiles avec captage et stockage du carbone	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>
Biomasse solide pour la production de chaleur et d'électricité	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Biocarburants liquides de dernière génération	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Biogaz produit à partir de déchets agricoles et ménagers	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Stockage d'électricité (par ex. batteries)	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Hydrogène (produit suivant un procédé neutre en carbone)	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Électrocarburants dérivés de l'hydrogène	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

* Si vous avez répondu «Autre», veuillez préciser:

Tout texte contenant entre 3 et 200 caractères sera accepté

Réduction de consommation de ressources
 Abandon de surconsommations excessives (chauffage de terrasses extérieures...)
 Développement de flexibilité temporelle pour la conso d'électricité

Quels sont les principaux enjeux, y compris pour l'économie dans son ensemble? Quels sont les principaux défis liés à ces évolutions futures, y compris en ce qui concerne l'acceptation par l'opinion publique ou la disponibilité des terres et des ressources naturelles?

2000 caractère(s) maximum

La transition énergétique apporte de nombreux avantages environnementaux, sociaux et économiques. En particulier pour la santé humaine (élimination progressive du charbon et du pétrole, limitation de la combustion de biomasse, amélioration des espaces verts), la création d'emplois et le développement local. Selon un rapport de l'OIT, la transition énergétique pourrait entraîner la création de 2 millions d'emplois d'ici 2030 en Europe. Parallèlement à la sobriété et à l'efficacité énergétique, le système énergétique européen devrait devenir 100% renouvelable dès que possible. En outre, une politique d'efficacité énergétique doit contribuer à réduire la pauvreté énergétique en Europe.

Toutefois, l'utilisation de la biomasse-énergie comporte des risques climatiques et environnementaux élevés. Les politiques actuelles de l'UE ne limitent pas le soutien public à la biomasse-énergie qui réduit réellement les émissions, mais au contraire traitent toute la biomasse comme si elle était neutre en carbone. Cette approche est erronée, comme il a été montré par de nombreuses organisations (JRC et étude d'impact de la Commission EU, comité consultatif scientifique des universités européennes, bureau britannique de recherche forestière, bureau finlandais du changement climatique...). Le potentiel supplémentaire de biomasse ayant un réel potentiel d'atténuation est extrêmement limité et, par conséquent, les voies qui dépendent de l'utilisation croissante de la biomasse risquent d'accroître les émissions provenant des terres et des forêts. Elles risquent également de provoquer la dégradation des terres, l'appauvrissement de la biodiversité et de transformer nos paysages en plantations de monoculture. La croissance rapide du bois comme source d'énergie pourrait également conduire à une évolution néfaste sur le marché des matériaux, avec un report vers des matériaux à plus forte intensité de carbone, comme le béton ou les métaux, pour la construction notamment.

Rôle des forêts et affectation des terres

De nos jours, les forêts, l'agriculture et les sols dans l'Union absorbent plus de CO₂ qu'ils n'en émettent, formant ce qui s'appelle le puits de carbone de l'Union européenne. Les forêts et les terres agricoles produisent une biomasse renouvelable qui peut être utilisée pour remplacer d'autres produits à forte intensité de carbone ou pour la production de bioénergie, ce qui permet de réduire les émissions de gaz à effet de serre générées par les combustibles fossiles et les procédés industriels. En fonction de la façon dont cette biomasse est produite, cela peut influencer sur la taille du puits de carbone de l'Union ainsi que sur d'autres services rendus par l'agriculture et les superficies boisées, notamment sur la biodiversité et les services écosystémiques.

Veillez évaluer chacune des activités d'affectation des terres figurant dans le tableau ci-dessous sur une échelle de 1 (importante) à 5 (pas importante), de façon à faire apparaître celles qui sont acceptables et potentiellement intéressantes pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et accroître l'absorption de CO₂, dans le cadre d'une stratégie à long terme (il n'est pas nécessaire de tout évaluer).

	1	2	3	4	5
Forêt utilisée en tant que source de biomasse pour la production d'énergie renouvelable	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>
Forêt utilisée en tant que source de matières premières pour la fabrication de bioproduits	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Forêt utilisée en tant que puits de carbone favorisant le stockage du CO ₂	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Agriculture en tant que source de matières premières pour les agromatériaux	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Agriculture en tant que source de bioénergie	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>
à partir des cultures vivrières	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>
à partir des déchets agricoles	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
à partir de la biomasse ligneuse (par ex., cultures pérennes, cultures de plantes ligneuses et herbacées, taillis à rotation rapide)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>
Préservation et renforcement des stocks de carbone dans les sols des zones agricoles	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Quel devrait être le rôle de l'affectation des terres dans la réduction des émissions et dans l'augmentation de l'absorption des émissions? Quelles devraient être les principales utilisations de la biomasse de manière à réduire les émissions de gaz à effet de serre? Quelles sont les préoccupations liées au développement durable auxquelles il conviendrait de répondre, et de quelle manière?

1000 caractère(s) maximum

Il est essentiel que l'UE ne dépende pas, pour réduire ses émissions, de l'utilisation massive de sols en dehors de l'UE. L'usage d'agrocarburants doit être limité.

L'UE doit se fixer des objectifs ambitieux pour protéger et restaurer les écosystèmes, notamment en modifiant la manière dont nous gérons les forêts (réduire les niveaux de récolte et les coupes à blanc, permettre aux forêts de mûrir, encourager un mélange plus diversifié d'espèces indigènes) afin d'augmenter leur capacité d'absorption du carbone. L'UE devrait se fixer pour objectif de capter 32 GtCO₂ d'ici à 2100 par la restauration des forêts et des zones humides et l'agroforesterie. Les objectifs de restauration devraient prendre en compte la biodiversité, l'albédo et le consentement des populations locales. Les impacts climatiques de la récolte de biomasse doivent être pleinement pris en compte. L'UE doit restreindre le soutien à la biomasse-énergie.

Éducation, recherche et innovation

Compte tenu de la longue période sur laquelle porte la stratégie et, partant, de l'ampleur de la transition en faveur de la décarbonisation, l'accélération de la recherche et de l'innovation revêt une importance cruciale pour faciliter ladite transition.

Quel serait le meilleur moyen de renforcer la prise de conscience pour susciter les bonnes attitudes, valeurs et mentalités?

pas plus de 3 choix

- En milieu scolaire, par l'éducation
- Par des campagnes locales et régionales
- Par des campagnes nationales et européennes

Sur quels domaines les efforts en matière de recherche et de développement devraient-ils principalement se concentrer au cours des prochaines décennies pour soutenir au mieux la transition vers une économie sobre en carbone?

pas plus de 6 choix

- Énergie
- Procédés industriels
- Transports
- Technologies de l'information
- Agriculture
- Autre

Sur quels domaines intersectoriels les efforts en matière de recherche et de développement devraient-ils se concentrer au cours des prochaines décennies? Le déploiement à grande échelle de certaines technologies innovantes est-il particulièrement nécessaire? Les autorités et le secteur privé ont-ils un autre rôle à jouer pour soutenir la recherche, le développement et l'innovation?

1000 caractère(s) maximum

Il est essentiel d'accroître significativement la recherche sur les formes d'organisation sociétale menant à une réduction globale des émissions de GES. En particulier, la sociologie en matière de comportements de mobilité (multi-modalité, mobilité partagée, etc.), de logement, d'aménagement du territoire, d'organisation du temps, etc. peut aider à une évolution profonde de nos sociétés vers la décarbonation.

Au niveau technologique, la R&D doit aussi se concentrer sur le développement de feuilles de route sectorielles capables de produire des émissions nettes nulles dans l'UE autour de 2040. Les domaines particulièrement pertinents sont : la mise au point et l'adoption de procédés industriels décarbonés, le stockage de l'énergie, les réseaux et la flexibilité, l'amélioration de l'efficacité énergétique et de la circularité des matériaux, la substitution de matériaux (remplacement du ciment dans les bâtiments), les matériaux neutres en carbone.

Financement

Dans bien des cas, la transition énergétique vers une économie sobre en carbone requiert une mise de fonds initiale élevée à laquelle fait suite une réduction des coûts d'exploitation et de combustibles. En outre, cette transition de même que le changement climatique lui-même auront très probablement une incidence sur la valeur des investissements et actifs existants des entreprises. Enfin, pour mener à bien la transition d'une manière efficace, il y a lieu de garantir la viabilité et la rentabilité des investissements sur le long terme. La plupart de ces investissements devront être financés au moyen de fonds privés.

Votre secteur d'activité aura-t-il besoin d'investissements supplémentaires importants dans le cadre d'une transition vers une économie sobre en carbone?

- Oui
- Non
- Sans avis/Je ne sais pas

Dans votre secteur d'activité, existe-t-il un déficit de financement pour effectuer la transition vers une économie sobre en carbone?

- Oui

- Non
- Sans avis/Je ne sais pas

Le secteur public devrait-il concourir davantage à assurer un financement adéquat de la transition vers une économie sobre en carbone?

- Oui, par des investissements directs
- Oui, par des mesures permettant d'assurer davantage de financements à faible coût en faveur d'investissements durables
- Non, car cela risque d'occasionner des investissements inefficaces menant à la mise au rebut d'actifs
- Non, en raison des effets d'éviction pour d'autres secteurs
- Sans avis/Je ne sais pas

Estimez-vous que, dans votre secteur, les entreprises sont suffisamment transparentes au sujet des risques financiers qu'elles encourent en raison du changement climatique et de la transition énergétique vers une économie sobre en carbone?

- Oui
- Non
- Sans avis/Je ne sais pas

Tendances de fond

Quelle importance attachez-vous aux tendances suivantes pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre?

Transition économique vers une économie plus circulaire

- Positive
- Négative
- Neutre

Numérisation, y compris robotisation et intelligence artificielle

- Positive
- Négative
- Neutre

Économie commune

- Positive
- Négative
- Neutre

Interdépendance accrue entre les secteurs par-delà les frontières du fait de la mondialisation

- Positive
- Négative
- Neutre

Acteurs

Les autorités locales telles que les villes et les collectivités locales, ainsi que d'autres acteurs comme la société civile et le secteur privé, peuvent jouer un rôle important en matière de transition énergétique, de réduction des gaz à effet de serre et d'adaptation au changement climatique. En effet, des milliers de villes, d'entreprises et d'organisations de citoyens mettent en œuvre la transition énergétique vers une économie sobre en carbone au moyen de projets portant sur la gestion de l'énergie, des transports, des denrées alimentaires et des déchets, qui souvent apportent des avantages connexes importants au niveau local en matière de développement économique, de santé et de bien-être.

Selon vous, parmi les acteurs non gouvernementaux suivants, quels sont ceux qui influenceront le plus sur la contribution apportée par vous ou votre secteur pour parvenir à l'économie sobre en carbone à laquelle aspire l'Union européenne?

- Gouvernement régional
- Villes
- Entreprises
- Organisations philanthropiques
- Société civile (ONG, etc.)
- Groupes religieux

Avez-vous un exemple qui, selon vous, présente un intérêt particulier pour mettre en lumière le rôle de ce type d'acteurs locaux et du secteur privé en matière de soutien à la transition énergétique vers une économie sobre en carbone?

1000 caractère(s) maximum

Adaptation

Les effets néfastes du changement climatique vont s'accroître au cours des prochaines décennies, à moins que de vigoureuses politiques d'atténuation ne soient mises en œuvre à l'échelle mondiale. Dans votre lieu de résidence, quelles actions parmi les suivantes seront selon vous nécessaires pour se préparer aux effets probables du changement climatique? Veuillez évaluer chacune des propositions figurant dans le tableau ci-dessous sur une échelle de 1 (importante) à 5 (pas importante) de façon à faire apparaître celles qui, selon vous, seront nécessaires dans votre lieu de résidence pour se préparer aux effets probables du changement climatique (il n'est pas nécessaire de tout évaluer).

	1	2	3	4	5

Recherche scientifique sur les effets du changement climatique au niveau local dans votre lieu de résidence	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Renforcement des infrastructures (transports, énergie, réseaux de communication) afin de pouvoir résister aux catastrophes naturelles	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Préparation aux inondations (rétention des eaux, digues, zones /plains inondables prévues à cet effet, restriction des activités dans les zones à risques d'inondation, maisons flottantes, etc.)	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Adaptation de l'agriculture au changement climatique (par exemple, irrigation économe en eau, choix de cultures différentes)	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Plans d'action en cas de vagues de chaleur	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Augmentation des espaces verts dans les villes pour faire face aux vagues de chaleur / inondations	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Invitations à économiser et réutiliser l'eau	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Prévention des incendies de forêt (par exemple, campagnes de sensibilisation, gestion des forêts, etc.)	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Renforcement et protection du littoral	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Systèmes d'alerte précoce pour les catastrophes naturelles (vagues de chaleur, inondations, incendies de forêt, etc.)	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Communication au public sur la nécessité de s'adapter au changement climatique	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Amélioration des produits d'assurance contre les dommages résultant du changement climatique	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Meilleure compréhension des effets du changement climatique pour la sécurité de l'Union européenne (par exemple, flux de migrants, pénurie d'eau et de denrées alimentaires dans le monde, échanges agricoles)	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Quelles sont les mesures d'adaptation particulièrement importantes pour votre secteur et pourquoi?

1000 caractère(s) maximum

Le réchauffement climatique affecte déjà les citoyens de l'UE, sous la forme d'une augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes, des incendies de forêt, des vagues de chaleur et des sécheresses...

L'intégration de l'adaptation au changement climatique dans la planification à long terme est donc essentielle. La restauration et la protection des forêts sont nécessaires pour renforcer leur résistance aux incendies, aux ravageurs et aux maladies, ainsi que pour prévenir les inondations, et assurer la rétention d'eau pour l'agriculture dans les zones sensibles à la sécheresse.

L'Europe doit promouvoir l'adaptation à l'échelle mondiale, sans compromettre la nécessité de parvenir rapidement à une décarbonisation complète. En particulier, l'Europe doit prendre en compte et anticiper le fait que, suite au réchauffement climatique, des populations importantes risquent de devoir être déplacées et que l'économie mondiale risque de subir des chocs.

Questions sectorielles spécifiques

Ces questions portent sur les possibilités de réduction des émissions de gaz à effet de serre qui s'offrent à chaque secteur et s'adressent donc principalement aux parties prenantes des secteurs en question.

Réduction des émissions industrielles de gaz à effet de serre

Dans l'industrie, les sources d'émissions de gaz à effet de serre sont diverses. Les émissions sont pour la plupart liées à la consommation d'énergie, mais résultent aussi en quantité considérable de procédés chimiques, notamment dans les secteurs de l'acier, du ciment et des produits chimiques.

L'industrie dispose d'un certain nombre de possibilités d'atténuation pour réduire ses émissions. Elles supposent généralement une amélioration de l'efficacité (par exemple, en utilisant des produits et technologies plus efficaces, en récupérant la chaleur résiduelle, etc.) et l'adoption de solutions de rechange aux combustibles (par exemple, électrification des procédés). Il s'agit également de procéder au remplacement des matières premières, que ce soit par des biomatières ou par le recours à des technologies de captage et d'utilisation du carbone (CUC) permettant la réutilisation de CO₂ émis pour d'autres procédés de production. En outre, la poursuite de l'intégration des secteurs énergétique et industriel est souvent profitable à ces technologies.

Veillez indiquer pour quel secteur l'une ou l'autre des possibilités d'atténuation susmentionnées (ou autres) vous paraît particulièrement intéressante. Veillez donner votre avis sur le potentiel d'atténuation, sur la viabilité économique et sur la disponibilité de la technologie. Évaluez chaque critère en utilisant les termes «élevé(e)», «moyen(ne)», «faible» ou «nul(le)» et précisez en quelle année la technologie considérée devrait selon vous être prête pour un déploiement à grande échelle.

	Secteur de l'industrie	Technologie envisageable	Potentiel d'atténuation	Viabilité économique	Disponibilité de la technologie	Année de déploiement à grande échelle
1	Cement and lime	Substitution with wooden materials in buildings	High	High	High	On the market
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						

Réduire les émissions de gaz à effet de serre provenant des transports

Le secteur des transports dispose d'un certain nombre de possibilités d'atténuation pour réduire ses émissions. Alors que des technologies à taux d'émissions faible ou nul ont déjà été déployées avec succès pour certaines catégories de transport (par exemple, pour les voitures et camionnettes), le développement ou le déploiement technologique est moins avancé dans d'autres subdivisions du secteur (par exemple, pour les poids lourds, le transport aérien et le transport maritime).

Veuillez indiquer pour quelle partie du secteur des transports il y aurait selon vous des possibilités d'atténuation particulières, en précisant leur importance. Veuillez donner votre avis sur le potentiel d'atténuation, sur la viabilité économique et sur la disponibilité de la technologie. Évaluez chaque critère en utilisant les termes «élevé(e)», «moyen(ne)», «faible» ou «nul(le)» et précisez en quelle année la technologie considérée devrait selon vous être prête pour un déploiement à grande échelle.

	Secteur des transports	Technologie envisageable	Potentiel d'atténuation	Viabilité économique	Disponibilité de la technologie	Année de déploiement à grande échelle
1	Road Transport	Improvement of public transport	Varied across EU member states	High	High	now
2	Rail	EU integration of rail services urgently needed	High	High	High	now
3	Bicycle	EU transport climate policy should stimulate national bicycle policies and not discourage them (as was the case with the 2020 10% RE target in transport, for which bicycle was useless)	High	High	High	now
4	People's mobility	shared mobility (bicycles, electric cars, etc.) with new information technology	Medium	High	High	now
5						
6						
7						

8						
9						
10						

Par ailleurs, pourriez-vous indiquer vos préférences quant aux solutions suivantes permettant de réduire la consommation d'énergie et les émissions de CO₂ qui y sont liées?

Pour le transport de marchandises, pourriez-vous envisager d'abandonner la route au profit d'autres modes d'acheminement tels que le rail, les voies navigables ou le cabotage?

- Oui
- Non, c'est trop lent ou compliqué
- Non, cela coûte trop cher
- Sans avis/Je ne sais pas

Pour la logistique du premier ou dernier kilomètre dans les zones urbaines, pourriez-vous envisager d'abandonner la route au profit d'autres modes d'acheminement tels que le vélo cargo (électrique) ou d'autres véhicules similaires à taux d'émissions nul?

- Oui, c'est déjà fait
- Oui, ultérieurement
- Non, c'est trop lent
- Non
- Sans avis/Je ne sais pas

Réduire les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'agriculture

Il existe plusieurs possibilités de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans l'agriculture, bien que le potentiel d'atténuation des émissions (notamment autres que celles de CO₂) soit considéré comme plus limité dans ce secteur que dans d'autres. En outre, le secteur agricole, du fait de son incidence sur l'affectation des terres, influera également sur l'évolution de notre puits de carbone naturel et donc sur l'absorption de CO₂ qu'il favorise.

Veillez indiquer les possibilités d'atténuation présentant un intérêt particulier. Évaluez chaque critère en utilisant les termes «élevé(e)», «moyen(ne)», «faible» ou «nul(le)» et précisez en quelle année la technologie considérée devrait selon vous être prête pour un déploiement à grande échelle.

	Secteur de l'agriculture	Technologie envisageable	Potentiel d'atténuation	Viabilité économique	Disponibilité de la technologie	Année de déploiement à grande échelle
1	Livestock farming	Reduce sizes of livestock, and stop intensive livestock farming	High	High benefits for health (quality meat, less pollution) animal welfare, biodiversity)	High	now
2	All	Increase organic agricultural areas	High (carbon sinks)	High benefits for health (quality meat, less pollution) animal welfare, biodiversity)	High	now
3	All	Drastically reduce nitrogen fertilizers, especially synthetic ones	high	High (will reduce the cost of nitrate pollution and improve environment quality)	medium	now
4	All	Improve European food safety by reducing imports of emission-intensive food productions (e.g Soja, fossil gas used for nitrogen fertilizers)	high	Limit indirect costs for society (transport, imported deforestation)	high	
5	All	Increase plant protein production in Europe for both food and livestock	high	high	high	

6	All	Agroforestry	high	Co-benefits in terms of diversification and sustained production which can increase social, economic and environmental benefits for land users at all scales.	high	
7						
8						
9						
10						

Rôle de l'élimination du CO₂

Les objectifs de l'accord de Paris sont ambitieux et de nombreux scientifiques estiment qu'il sera nécessaire, à un certain moment, d'éliminer une partie considérable du CO₂ de l'atmosphère, afin que l'élévation des températures ne dépasse pas les 2° C et à plus forte raison si cette élévation doit être limitée à 1,5° C. Il existe un nombre restreint de possibilités d'éliminer le CO₂ de l'atmosphère.

L'élimination du CO₂ peut s'effectuer par 1) son captage, à travers la photosynthèse naturelle ou au moyen de procédés chimiques artificiels, et 2) son stockage dans des sites géologiques pérennes ou dans la biomasse et les (bio)matières.

Évaluez sur une échelle de 1 (important) à 5 (pas important) le rôle que ces possibilités d'élimination et de stockage peuvent jouer, selon vous, dans l'Union européenne pour parvenir à un niveau négatif d'émissions, en tenant compte de questions telles que la faisabilité économique et technique, le potentiel de stockage, l'intégrité environnementale et l'acceptation sociale.

Captage du CO₂ de l'atmosphère

	1	2	3	4	5
Boisement intensif	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Résidus forestiers et des terres agricoles	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Plantation d'espèces ligneuses pérennes	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Captage direct dans l'air	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>
Autre	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

* Si vous avez répondu «Autre», veuillez préciser:

Tout texte contenant entre 3 et 200 caractères sera accepté

La protection et la restauration des écosystèmes naturels (dont création de forêts naturelles résilientes) sont prioritaires pour absorber du carbone et des générer des co-bénéfices sociétaux.

Stockage du CO₂

	1	2	3	4	5
Captage et stockage du carbone (CSC) avec récupération accrue du pétrole ou du gaz	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>
CSC dans des sites géologiques terrestres	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>
CSC dans des sites géologiques marins	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>

Captage et utilisation du carbone (CUC) (produits à longue durée de vie)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Augmentation du stock de carbone permanent dans le sol	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Augmentation du stock de carbone permanent dans les végétaux	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Quels sont, selon vous, les principaux obstacles qui empêchent actuellement le déploiement à grande échelle du captage et du stockage du carbone, y compris en ce qui concerne la manière d'utiliser cette technique pour générer un niveau négatif d'émissions? Quelles sont les difficultés particulières liées au captage et au stockage du carbone dans la biomasse? Quel type de captage et utilisation du carbone se prêterait à la création d'un stockage à long terme? Existe-t-il d'autres technologies qu'il faudrait également envisager? Quelles politiques l'Union européenne devrait-elle mener pour mieux appuyer le développement et le déploiement?

1000 caractère(s) maximum

La feuille de route 2050 EU surestime fortement le rôle du CCS. C'est un échec systémique où les énergies fossiles sont favorisées par rapport aux SER et à la sobriété énergétique. Cette erreur ne doit pas se répéter. Le CCS n'est toujours pas applicable à grande échelle, il y a des risques de fuite et il est très difficile de trouver des sites de stockage sûrs. Les investissements à grande échelle dans le CCS fossile ne doivent pas être autorisés. Toutefois, l'application du CCS dans certaines industries manufacturières pourrait se justifier pendant une période de transition.

La croyance que BECCS élimine les émissions est basée sur l'hypothèse erronée que la bioénergie est neutre en carbone (voir plus haut). Une étude récente a révélé que le BECCS serait, dans la majorité des cas, moins capable d'éliminer le carbone que de simplement laisser la forêt en paix. L'UE devrait accorder la priorité au stockage du carbone dans les écosystèmes naturels.

Observations complémentaires

Si vous souhaitez ajouter d'autres informations, observations ou suggestions dans le cadre de ce questionnaire, n'hésitez pas à le faire ici:

1000 caractère(s) maximum

Il est essentiel que la stratégie à long terme de l'UE ne reproduise pas les lacunes des exercices antérieurs de planification et de modélisation. Concrètement, cela signifie qu'il faut assurer une transparence totale sur les hypothèses de modélisation sous-jacentes, en veillant à ce qu'elles reflètent la dynamique possible d'un changement de comportement et fournissent une analyse coûts-avantages complète fondée sur des taux d'actualisation réalistes et des hypothèses de coûts technologiques qui prennent en compte les données réelles les plus récentes. En outre, une telle analyse coûts-avantages doit comparer les coûts d'investissement nécessaires pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris aux coûts globaux de l'inaction ou d'une action insuffisante (résultant notamment de l'augmentation des dépenses de santé publique, des incidences climatiques sur l'agriculture, l'approvisionnement alimentaire et en eau, la dépendance énergétique et les sources liées à la sécurité).

Vous pouvez également charger un document contenant d'autres informations, observations ou suggestions.

La taille du fichier ne peut pas dépasser 1 Mo.

Contact

CLIMA-ENER-LONG-TERM-STRATEGY@ec.europa.eu
